SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 20 FÉVRIER 1924

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner la Proposition de Loi sur le secret des significations par acte d'huissier.

(Voir le n° 91 du Sénat.)

Présents : MM. le comte GOBLET D'ALVIELLA, président; DESWARTÉ,
VAN FLETEREN, VAUTHIER et MAGNETTE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

L'initiative prise par notre honorable collègue M. Deswarte, a paru fort heureuse à votre Commission de la Justice

La proposition dont celle-ci a été saisie consiste à étendre, à tous les exploits d'huissiers, l'obligation de discrétion imposée à la signification des actes d'huissiers notifiés en matière de divorce.

Les mêmes raisons qui motivaient le remplacement de l'article 252 du Code civil par l'article 1^{er} du projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, et actuellement soumis aux discussions du Sénat, militent en faveur de l'assimilation proposée par l'honorable M. Deswarte.

Si la nécessité du secret des significations apparaît comme particulièrement impérieuse quand il s'agit d'une procédure en divorce ou en séparation de corps, dans laquelle sont presque toujours allégués des faits scandaleux, déshonorants et en tout cas et tout au moins déplaisants et préjudiciables, il arrive souvent aussi que, dans d'autres affaires, la divulgation des pièces de la procédure peuvent donner prise à la malignité et provoquer des médisances et des conflits.

La mesure fort simple qui fait l'objet de la proposition et dont l'application n'entraînera ni difficultés, ni frais supplémentaires, pare à cet inconvénient réel et permet de généraliser une réforme excellente en soi.

Les restrictions et modalités que l'auteur de la proposition apporte à l'obligation du secret, ainsi que la sanction pénale qui en assure l'observation, ont recueilli l'approbation de votre Commission.

Il serait désirable que la discussion de la proposition de l'honorable M. Deswarte put être jointe à celle de l'article 1^{er} du projet de loi sur la modification de la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, puisque cette disposition est destinée à remplacer le paragraphe de l'article 1^{er} qui se réfère au caractère secret des exploits d'huissiers.

La Commission, en engageant le Sénat à voter la Proposition, qu'elle a adoptée à l'unanimité, serait heureuse de lui voir donner avec elle, un exemple de rapidité du travail parlementaire.

Le Rapporteur,
CH. MAGNETTE.

Le Président,
C^{te} GOBLET D'ALVIELLA.